

GRAPECA/RADIO ARC-EN-CIEL

RAPPORT D'ACTIVITES 2000/2001 ET PROJET POUR 2001/2002

I. INTRODUCTION : APPROFONDISSEMENT DE LA DYNAMIQUE POPULAIRE.

Dans notre dernier rapport d'activités il était question d'un tournant historique en Ethiopie. Les deux événements politico-militaires qui avaient marqué l'année 2000 c'est à dire la mobilisation sans précédent de la population éthiopienne lors de la campagne électorale de mai 2000 et la défaite de l'armée érythréenne s'étaient conjuguées pour créer une nouvelle situation pleine de défis pour le travail de construction de la paix dans le pays.

A la faveur de la campagne électorale et grâce à nos appels demandant à toutes les forces politiques du pays de ne pas « commettre les erreurs du passé et de s'impliquer massivement dans le processus électoral » des centaines de milliers d'Ethiopiens sont apparus sur le devant de la scène politique et pour la première fois dans l'histoire violente et tourmentée de ce pays la voie de la mobilisation pacifique durement réprimée par le pouvoir et décriée par les forces de guerre comme celle de la démobilisation s'était enfin imposée comme une voie alternative et crédible de combat politique. Tout en se félicitant de ce « tournant historique » et de la victoire sur « le scepticisme populaire qui constituait l'obstacle majeur sur la voie de la construction de la paix en Ethiopie », le rapport indiquait les dangers apparus avec cette nouvelle situation.

Effrayé par cette mobilisation massive qui se poursuivait sur fond d'une fraternisation retrouvée entre groupes ethniques, le pouvoir s'est non seulement durci mais s'est aussi engagé sur la voie de multiplication des « conflits horizontaux » qui mettaient aux prises des groupes ethniques et des communautés religieuses. Cette politique de répression massive du mouvement populaire et les affrontements parfois très violentes entre groupes ethniques et communautés religieuses un peu partout dans le pays faisaient évidemment le jeu des forces de guerre qui cherchaient à exploiter toutes les failles et les frustrations et tous les signes d'essoufflement qui pourraient apparaître dans les rangs des forces de paix.

Nous estimions donc que le contexte politique dans lequel nous serions amenés à travailler serait marqué par une intensification de la répression et une multiplication dangereuse de conflits ethniques ; un désarroi dans les rangs des forces de paix aggravé par un possible intensification des actions de « déstabilisation mutuelle » par opposants armés interposés entreprises par les gouvernements d'Asmara et d'addis Abeba. On envisageait même le risque d'un « possible glissement de l'Ethiopie et de l'Erythrée vers des situations chaotiques. »

Les tâches et initiatives de GRAPECA et de Radio Arc-en-ciel étaient donc définies de façon à préserver les victoires historiques acquises en 2000 au terme de dix ans d'efforts au service de la construction d'une paix durable en Ethiopie et dans la région de la Corne. Le maintien de la dynamique populaire exigeait un combat implacable contre la montée de la haine ethnique orchestrée par le régime, les actions de déstabilisation entreprises par les deux régimes et contre la propagande simpliste déversée par les forces de guerre.

Malgré ces craintes rien n'est venu contrarier cette dynamique populaire. On peut même dire qu'elle s'est approfondie grâce aux deux événements qui commencent à secouer le pays depuis les mois de février et mars.

1. La scission du Front au pouvoir : Le Front Populaire de Libération de Tigray (FPLT) qui a pris le pouvoir en 1991 et qui s'est maintenu depuis en s'entourant d'autres organisations ethniques regroupées au sein du Front Révolutionnaire Démocratique et Populaire d'Éthiopie (FRDPE) s'est scindé en deux. Sur 30 membres de son Comité Central 12 (et non les moindre puisque 5 d'entre eux étaient membres du bureau politique qui en compte sept) ont contesté le leadership de Meles Zenawi (à la fois président du Front tigréan et Premier ministre) et ont été expulsés. Les affrontements entre factions ont ensuite gagné les autres organisations ethniques membres du FRDPE. Il y a eu des purges, des assassinats, des arrestations qui n'ont rien à voir – il faut le souligner - avec l'appartenance ethnique. L'armée et les forces de sécurité largement dominées par les tigréans (un peu comme les Tutsi au Ruanda et au Burundi) sont affectées par ces déchirements.

Ces déchirements au sommet sont perçus comme « positifs » par beaucoup d'observateurs y compris nos amis de l'APF. Ils ont non seulement considérablement affaibli le pouvoir mais aussi et surtout relégué « l'ethnicisme » au second plan.

Ils ont en effet contribué à sonner le glas du « cloisonnement ethnique » qui comme nous le signalions dans notre dernier rapport « atomisait à l'extrême » la mobilisation populaire. La situation sur ce plan était tellement inquiétante qu'au mois de janvier 2001, nous nous préparions à lancer une campagne contre ce phénomène et la politique de la haine ethnique poursuivie par le régime. Cette campagne avait débuté par une très longue interview de **Negede Gobezie** publiée dans un mensuel à Addis Abeba et lue à Radio Arc-en-ciel. L'effet « positif » des affrontements politiques au sommet était tel qu'au mois d'avril lorsque la contestation de la jeunesse était à son paroxysme il n'y avait pratiquement aucune trace de ce « cloisonnement ethnique » dénoncé dans cette interview.

2. La « révolte unitaire » de la jeunesse : Contrairement à ce qui se passait pendant les années le mouvement contestataire qui a débuté en février à l'université d'Addis Abeba et qui s'est traduit en avril par des émeutes qui ont fait au moins 58 morts rien que dans la capitale, a déclenché un élan de solidarité parmi tous les jeunes du pays. Les étudiants de l'Université de Mekele dans le Tigray (désormais divisés entre adversaire et partisans de M. Meles) entament une grève (y compris une grève de la faim) pour soutenir leurs camarades à Addis, ceux de Jimma (dans la région Oromo) font de même, les manifestations de solidarité organisées par des jeunes à Awassa (capitale de la région des peuples du Sud) sont réprimées par la force. Par tout dans le pays le gouvernement procède à l'arrestation de milliers de jeunes sans distinction ethnique aucune. Pour apprécier à sa juste valeur ce phénomène de « retrouvailles » de la jeunesse il faut avoir à l'esprit ce qui s'est passé à cette même université d'Addis Abeba trois mois plutôt. En décembre 2000 un conflit entre étudiants tigréans et oromos avait dégénéré en bataille rangée entre les deux groupes. La police (à majorité tigréenne) intervient et arrête une centaine d'étudiants. Ils étaient tous des Oromos! Pendant les jours qui avaient suivi il y avait des manifestations pour protester contre ces arrestations. Pratiquement tous les manifestants étaient des jeunes Oromo...

3. La paralysie des forces de guerre : Le scénario « catastrophe » notamment l'intensification des conflits ethniques et surtout ce-lui de multiplication des activités militaires par les opposants armés n'ont pas eu lieu. Ce dernier phénomène est surtout lié à la situation politique en Érythrée qui a empêché M. Issayas Afeworki de profiter de la division de ses cousins tigréans et de l'affaiblissement du pouvoir à Addis Abeba. Même si beaucoup de gens ne l'ont pas remarqué la situation qui prévaut en Érythrée depuis quelques mois ressemble beaucoup à celle que nous connaissons en Éthiopie. Pour la première fois dans l'histoire du Front au pouvoir à Asmara le leadership du président est ouvertement contesté non seulement par des intellectuels érythréens à l'étranger. Depuis février 2001 M. Issayas doit faire face à une véritable rébellion au sein même de la direction de son Front. Quinze des dirigeants historiques du FPLE aujourd'hui au sommet de la hiérarchie érythréenne –

ministres, diplomates, généraux etc. tous membres du Comité Central - ont rendu public un document accusant le Président « de gouverner de façon arbitraire et de se comporter en dictateur. » Exactement comme en Ethiopie la jeunesse très malmenée par les recrutements forcés et le service militaire obligatoire s'est révoltée contre le régime. A l'heure où nous écrivons ces lignes des étudiants de l'université d'Asmara sont en grève pour protester contre l'arrestation du président de leur association. D'après les dernières dépêches des centaines d'arrestations ont été opérées dans leurs rangs et tous les autres (c'est à dire près de 2000 jeunes) amenés de force à un camp de travail près du port de Massawa où à cette époque de l'année la température monte jusqu'à 49°C. Du jamais vu en Erythrée, les parents de ces jeunes manifestent pour demander le retour de leurs enfants. Tout ceci a évidemment empêché toute initiative de déstabilisation de l'Ethiopie comme nous le craignons dans notre dernier rapport et a désorienté et paralysé les forces de guerre en Ethiopie.

4. Le dialogue national à l'ordre du jour : Considérablement affaibli par les divisions internes et assailli par une mobilisation unitaire le pouvoir avait essayé de riposter par la répression massive. Mais cela ne lui a valu que la condamnation unanime de la communauté internationale et des pressions visant à l'obliger à dialoguer avec l'opposition. Tous les mouvements d'opposition - y compris ceux engagés dans la voie des armes - demandent maintenant avec insistance l'organisation d'une conférence nationale comme seule issue à la crise. Le parlement européen a passé une résolution (mai 2001) demandant au régime d'engager au plus vite un dialogue national « avec les mouvements d'opposition armée ou non » sur la base de l'appel lancé à Paris en septembre 1998. Les Américains font pression dans le même sens. Le gouvernement ne pourra pas résister long temps face à ces pressions internes et externes. Le dialogue national est donc plus que jamais à l'ordre du jour. Nous pensons qu'il aura lieu - sous une forme ou une autre - dans l'année qui vient.

Le danger vient du fait que les Américains cherchent à organiser « un dialogue national » entre le gouvernement et les organisations d'opposition politique qui semblent envisager la transition comme un simple exercice de partage ou de transfert du pouvoir. Nous sommes opposés à cette conception étroite et simpliste du processus de transition et nous avons déjà lancé une campagne de « défense et illustration » de l'appel de Paris qui préconise une solution de compromis et l'association de toutes les forces vives (et non seulement les organisations politiques) dans le processus de réconciliation nationale et de transition vers un système démocratique. (**Voir L'appel de Paris et le problème de transition en Ethiopie. Juillet 2001**)

II. LES ACTIVITES DE GRAPECA

1. RENFORCER LES STRUCTURES ET ELARGIR LES BASES DE L'APF

Notre plan était d'accroître le nombre de permanents au siège central et de nommer des coordinateurs à temps plein dans trois régions : Oromiya, Harar et la Région Administrative des Peuples du Sud. Les moyens financiers à notre disposition n'ont pas permis de réaliser tout ce qui a été prévu. Mais alors que nous avons seulement un coordinateur à temps plein et une secrétaire à mi-temps il a été possible cette année d'avoir en plus du coordinateur une secrétaire et un assistant (chargé d'enquêtes et de coordination des régions) tous les trois à temps plein

2. CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

La campagne de sensibilisation prévue pour l'année était axée sur le combat contre la politique gouvernementale de multiplication de conflits ethniques et le « cloisonnement ethnique » dont souffrait le mouvement populaire. En janvier 2001 un plan de sensibilisation étalée sur quelques mois était donc élaboré. Cette campagne était lancée par une interview de **Negede Gobezie** publiée à partir du mois de février par un mensuel à Addis Abeba et lue intégralement à Radio Arc-En-Ciel. Elle était suivie par d'autres articles, lettres, commentaires etc. tous parus dans les journaux et lus à la radio. Mais cette campagne était axée sur la dénonciation des divisions ethniques dans les rangs de l'opposition démocratique, l'incapacité de la jeunesse du pays à résister à ce piège tendu par le régime, les dangers de ce cloisonnement, la nécessité pour les organisations d'opposition de se regrouper sur des bases d'options politiques en dépassant les considérations ethniques etc.

A la fin du mois d'avril la deuxième partie de l'interview de **Negede Gobezie** est parue dans le même mensuel. Mais cette fois-ci étant donné le contexte politique nouveau et surtout la « révolte unitaire » de la jeunesse, notre campagne devait changer de thème. Après avoir souligné l'importance historique « de cette victoire de la jeunesse de notre pays sur la politique de haine et de division ethnique poursuivie par le régime ethnocentrique » cette interview appel la jeunesse de notre pays de tout faire pour ne plus tomber dans le piège tendu par le régime et pour cela de poursuivre le combat en créant une « Union Nationale des Etudiants Ethiopiens » et aux lycéens qui ont massivement participé à mouvement de créer par tous dans les écoles secondaires « des comités d'élèves » La campagne sur ces thèmes a continué dans les journaux et à Radio Arc-En-Ciel et sera relancée à la rentrée en septembre.

3. ACTIVITES POUR SOUTENIR LE COMBAT UNITAIRE

Dès à la mi- mars, alors le du mouvement contestataire qui se développait à l'Université d'Addis Abeba prenait des aspects de plus en plus unitaires nos jeunes sympathisants à l'université étaient demandés de tout faire pour encourager l'aspect « multiethnique » du mouvement. RAC appelait tous les jeunes partout dans le pays à soutenir leurs camarades de l'université d'Addis. Des jeunes étaient envoyés dans leurs régions d'origine pour récolter et transmettre des informations, déceler et encourager toute forme de solidarité envers les étudiants d'Addis et pour en faire des rapports circonstanciés qui, amplifiés par nos émissions radios et les articles dans les journaux, serviront pour créer une dynamique unitaire etc. Du mois de mars à la mi-juin six jeunes ont séjourné au total 65 jours dans les régions pour accomplir ce travail. A la mi-juillet 4 responsables d'APF et huit jeunes (dont 4 venus des régions) ont eu une réunion de cinq jours pour faire le point de la situation et pour discuter des mesures de consolidation de ce mouvement unitaire à la rentrée.

4. POURSUITE DU PROJET RADIO ARC-EN-CIEL

Radio Arc-en-ciel qui entamera en septembre sa cinquième année d'existence a continué ses émissions grâce au soutien de la FPH et de compatriotes résidant en Europe et en Amérique du Nord. Etant donné la conjoncture politique qui prévalait et surtout les risques d'exacerbation des relations ethniques et de multiplication des conflits armés notre projet pour l'année 2000/2001 prévoyait une campagne plus active et plus polémique contre la politique de haine ethnique et contre les opposants armés qui disposent désormais de radios émettant vers l'Ethiopie. La scission du Front tigréan, la révolte unitaire de la jeunesse et la situation politique en Erythrée se sont conjuguées pour créer une nouvelle situation dans le pays : Depuis dix mois on n'a signalé aucun conflit ethnique dans le pays. L'Erythrée n'étant plus en position de soutenir (du moins pour le moment) les activités des opposants armés on observe

chez ces derniers un certain désarroi. On observe même depuis quatre ou cinq mois des divisions dans les rangs des organisations armées.

Dans le nouveau contexte, les émissions de RAC ont donc été dominées par des nouvelles, commentaires et analyses portant sur la scission du Front tigréen, la révolte de la jeunesse et la défense de la voie du dialogue et de réconciliation nationale préconisée par l'initiative de Paris. (Voir Radio Arc-En-Ciel Rapport d'activités juillet 2001)

III. PROJET POUR L'ANNEE 2001/2002

Les événements des derniers six mois vont continuer à dominer la scène politique éthiopienne (et érythréenne) pendant les mois à venir. L'année qui vient sera une année capitale pour notre travail de construction d'une paix durable en Ethiopie. Tout dépendra de la tournure des événements pendant les semaines et les mois qui viennent. GRAPECA va donc travailler en trois directions complémentaires :

- **Décourager par tous les moyens les tentatives de réintroduire la dimension ethnique dans les affrontements au sein du Front au pouvoir :** La scission du Front au pouvoir est en train de franchir une étape majeure avec la « victoire » de la faction dirigée par le Premier Ministre Meles Zenawi. La « nouvelle » organisation de M. Meles sera sûrement moins dominée par le groupe ethnique tigréen et sera plus représentative des ethnies qui la composent. Le Premier Ministre qui a perdu au moins la moitié de sa base ethnique tigréenne n'a pas d'autre choix que de compenser autant que possible cette perte en sollicitant le soutien d'autres groupes ethniques moyennant quelques concessions aux dirigeants d'organisations qui composent le FDRPE.

La grande majorité parmi les vaincus contemple maintenant la mise sur pied d'une autre organisation elle aussi plus « multiethnique » si non plus démocratique. Mais malheureusement, il y a des éléments qui cherchent à utiliser le problème ethnique dans leur combat contre la faction victorieuse. Il s'agit là d'une tendance marginale mais qu'il faut décourager car elle pourrait à terme représenter un retour à la politique de haine ethnique que nous combattons depuis dix ans. Ce danger de réintroduire la dimension ethnique dans le combat politique en Ethiopie et un train de faire l'objet d'une campagne de sensibilisation lancé fin juillet par RAC avec un commentaire intitulé « **Faites comme Meles : regroupez-vous sur des bases politiques !** »

Appel et soutien aux tentatives de consolidation de la dimension multiethnique du mouvement de la jeunesse : Le mouvement de la jeunesse peut repartir à la rentrée. Il y a encore des centaines de jeunes en prison. Près de trois cents ont pris le chemin de l'exile et se trouvent dans des camps au Kenya et à Djibouti. Nos amis d'APF pensent que des manifestations de rue ne constituent pas à ce stade un moyen efficace de combat. Avec plus d'un demi-million de jeunes sans emploi dans la ville de telles actions peuvent dégénérer en situation incontrôlable d'autant plus que les agents provocateurs des services spéciaux peuvent infiltrer les rangs des protestataires comme ils l'ont fait pendant les événements d'avril. Nos amis pensent qu'il faudra plutôt axer tout le travail d'APF et de Radio Arc-enciel sur le thème de coordination, de consolidation et d'organisation de ce mouvement en valorisant sa dimension multiethnique. L'appel et le soutien à la formation d'une Union Nationale des Etudiants seront donc un axe majeur de notre action dans les mois qui viennent.

Intensifier la campagne pour le dialogue national et la création d'une commission pour la démocratisation. Le dialogue national est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour. Même les mouvements d'opposition armée disent officiellement qu'ils sont pour une solution basée sur le dialogue. Tout le monde est aussi d'accord pour la convocation d'une « **All Party Conference.** » La communauté internationale soutien ces propositions. Comme nous l'avons déjà indiqué le régime est confronté à une forte pression nationale et

internationale. Même la faction dissidente du Front au pouvoir se dit aujourd'hui prête à soutenir l'idée d'un tel dialogue pour sortir le pays de la crise.

Le gouvernement ne pourra pas résister très long temps à cette pression qui monte de partout. Nous pouvons dire aujourd'hui qu'il y aura un « dialogue national » sous une forme ou une autre dans les mois qui viennent. Mais comme nous l'avons déjà indiqué dans une note aux ONG amies, il y a des graves divergences sur les objectifs de ce dialogue. A ceux qui préconisent un tel processus comme moyen de transfert ou de partage du pouvoir « entre politiques » nous avons opposé notre option « de dialogue, de compromis et d'un véritable processus de démocratisation de la société préconisée par l'initiative de Paris. »

Cette conception de la problématique de la transition a le soutien de beaucoup d'organisations d'opposition et surtout celui de la société civile et de toutes les forces vives de notre pays. C'est pourquoi nous avons demandé à des ONG amies de soutenir l'idée d'une assemblée extraordinaire de la Coalition de Paris avec la participation des responsables d'organisations politiques qui ne sont pas membres de cette coalition et surtout des dirigeants des principales organisations de la société civile. (**Voir L'appel de Paris et le problème de transition en Ethiopie, juillet 2001 pour des détails concernant cette conférence.**)



RAPPORT FINANCIER (Jusqu'au 31 juillet 2001)

Sur le plan financier cette année a été encore plus difficile que toutes les autres depuis le début des activités de GRAPECA en 1990 et celui de Radio Arc-En-Ciel en 1997. Sur un total du budget prévisionnel de 1,258,000 FF nous n'avons obtenu que l'équivalent de 753,400 FF provenant de la FPH 378,000 FF pour le projet radio, 100,000 du CCFD pour le projet Peuples fraternels et 275,400 FF de la diaspora éthiopienne. Le soutien financier provenant de nos compatriotes à l'étranger n'a augmenté que d'un peu plus de 9,000 F. Ceci s'explique pour l'essentiel par l'apparition d'autres radios libres lancées par les organisations de l'opposition armée et dont le ton « plus radical » semble être du goût de beaucoup de nos compatriotes.

Jusqu'au 31 juillet cette somme a été utilisée comme suite :